



**HAL**  
open science

# **Wad Sharifey, Kishm el-Girbâ, Asotriba... Métamorphoses d'un réseau régional de douze camps de réfugiés érythréens dans l'Est du Soudan (1962-2013)**

Hélène Thiollet

► **To cite this version:**

Hélène Thiollet. Wad Sharifey, Kishm el-Girbâ, Asotriba... Métamorphoses d'un réseau régional de douze camps de réfugiés érythréens dans l'Est du Soudan (1962-2013). Michel Agier; Clara Lecadet. Un monde de camps, Éditions La Découverte, 2014, 9782707183224. <hal-01675521>

**HAL Id: hal-01675521**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-01675521v1>**

Submitted on 28 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

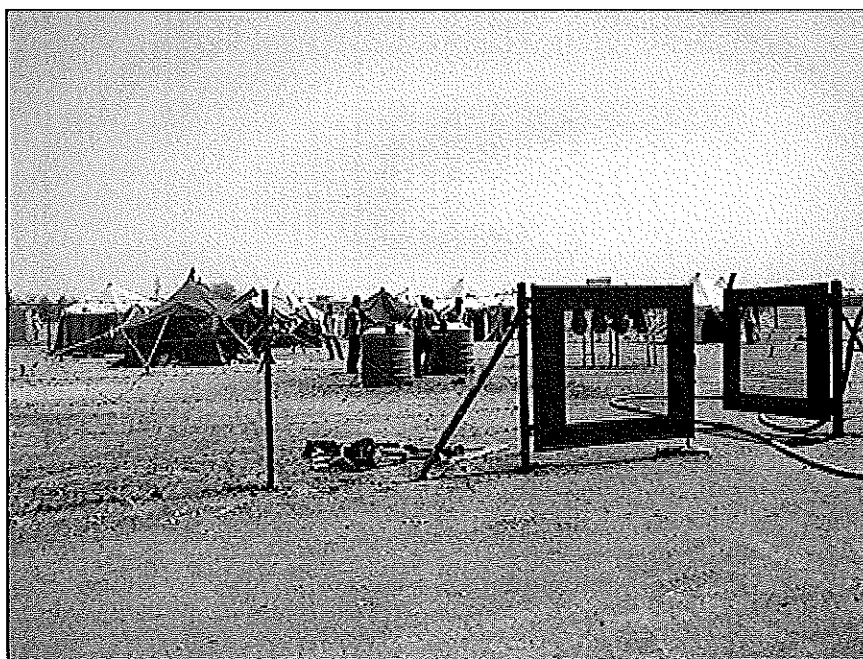


HAL Authorization

Wad Sharifey, Kishm el-Girbâ, Asotriba...

*Métamorphoses d'un réseau régional  
de douze camps de réfugiés érythréens  
dans l'est du Soudan (1962-2013)*

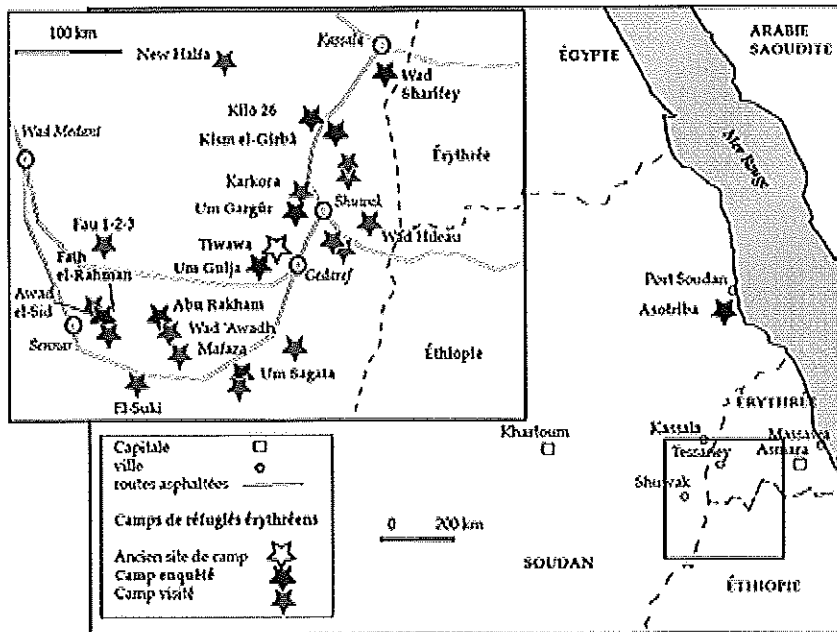
*Hélène Thiollet*



Camp de Wad Sharifey. Enclos de réception des nouveaux arrivants, État de Kassala, Soudan © Hélène Thiollet, 2007.

Un réseau de camps de réfugiés érythréens s'est mis en place depuis une cinquantaine d'années dans l'est du Soudan. La plupart d'entre eux se situent à proximité de la frontière érythréenne et éthiopienne. Cette zone présente les caractéristiques que l'on peut observer dans d'autres grandes aires de camps de réfugiés dans le monde : il s'agit à la fois, d'une part, d'une zone de transit et d'une terre d'asile et, d'autre part, son existence dépasse sa fonction initiale (d'hébergement d'urgence) pour créer un espace social « durable » dans lequel le camp, sa matérialité et ses espaces sont des éléments structurants. Les réfugiés érythréens au Soudan sont, en effet, une des plus importantes communautés de réfugiés de longue durée, en situation d'exil prolongé (*protracted situation*) depuis les années 1960, selon la définition du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

Suite à l'indépendance érythréenne en 1991 et à une longue négociation tripartite (entre le HCR, l'État érythréen et l'État soudanais), la promulgation par le HCR en 2002 d'une « clause de cessation » met fin à la reconnaissance *prima facie* des Érythréens comme réfugiés internationaux. Cette clause de cessation symbolise la prochaine dissolution du réseau des camps et l'organisation du retour des réfugiés du Soudan en Érythrée. Si des retours sont bien organisés et enregistrés par le HCR, les flux d'exilés continuent, des « retournants » sont « revenus » (les causes de l'exil étant renouvelées par la dictature érythréenne) et la mobilisation d'acteurs sociaux et politiques (réfugiés, partis politiques érythréens, administrations soudanaises, ONG) leur permet de continuer, dans une certaine mesure, à bénéficier de la protection et de l'assistance de l'agence des Nations unies. Douze camps sont aujourd'hui encore en activité, mais le « système de camps » que l'on observe encore dans l'est du Soudan, qui inclut des camps « en activité », des camps abandonnés, des camps consolidés ou « villagisés » et les pôles urbains secondaires de la région, révèle dans une certaine mesure l'autonomie d'un espace social signifiant et celle de ses acteurs, au-delà des politiques de gestion multilatérale de l'exil.



Camps de réfugiés dans l'est du Soudan. Zone d'enquête © Hélène Thiollet, 2014.

L'analyse des archives administratives soudanaises et de celles du HCR, ainsi que l'enquête ethnographique de plusieurs mois, menée entre 2005 et 2006 dans les camps de la région, permettent de décrire les camps en mettant en regard les notions de relégation et de ségrégation, d'installation (ou de sédentarisation) et de mobilité. Il s'agit de comprendre le fonctionnement social du réseau de camps qui accueille, au cours de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, jusqu'à un million de réfugiés pendant la guerre de libération, opposant la guérilla érythréenne à l'État éthiopien entre 1962 et 1991. L'est du Soudan constitue un « carrefour » de circulation et une étape majeure dans la biographie des réfugiés érythréens. Le camp, les camps sont ainsi appréhendés dans leur contexte géographique et social, non plus seulement comme des espaces clos, déterritorialisés, exceptionnels, mais comme un champ social transnational [Faist, 2000], un espace intégré dans un champ migratoire de longue durée.

### Un réseau de camps dans l'est du Soudan

La guerre d'indépendance érythréenne provoque un afflux massif de réfugiés dans l'est du Soudan pendant trois décennies. Les combats, les violences mais aussi la pauvreté et l'insécurité structurelles de la région

engendrent des vagues de réfugiés en direction du Soudan et du Yémen et produisent, dans une moindre mesure, des mouvements d'émigration vers les pays arabes et africains voisins ainsi que des migrations vers les pays occidentaux. Les réfugiés érythréens représentent, depuis les années 1960, la principale population de réfugiés internationaux au Soudan et une des plus importantes populations de réfugiés au monde. En 1968, le HCR installe un bureau permanent à Khartoum et, en partenariat avec le gouvernement soudanais, travaille à contrôler l'installation des réfugiés dans les zones frontalières et à organiser leur sédentarisation à l'intérieur de la province de Kassala, dans l'État de Gedaref et à Khartoum.

Il y a plus de 1,1 million de réfugiés en 1985, conséquence combinée de la sécheresse et des conflits armés en Érythrée. Durant la décennie 1980, les réfugiés érythréens sont à peu près quatre fois plus nombreux que les Soudanais dans les environs de la ville de Kassala. À partir de 1985 et jusqu'à la fin des années 1990, la population des réfugiés diminue, mais c'est surtout le nombre d'exilés pris en charge par le HCR qui baisse considérablement. Les afflux de réfugiés continuent de toucher particulièrement l'est et le sud du Soudan.

La mise en œuvre des politiques d'asile soudanaises revient au Commissariat aux réfugiés (Commissioner for Refugees ou COR), administration civile du ministère de l'Intérieur soudanais, partenaire du HCR. L'histoire du COR est exemplaire de la construction de « capacités » administratives et de politiques nationales à partir de crises humanitaires : en 1965, une commission est créée par le gouvernement soudanais pour régler la question des réfugiés zaïrois et le déplacement des populations sud-soudanaises. La Commission spéciale pour le rapatriement des Soudanais du Sud joue un rôle d'intermédiaire entre les communautés réfugiées et les administrations locales et centrales. Elle devient en 1967 le Commissariat aux réfugiés, rattaché au ministère de l'Intérieur, et administre camps et populations depuis Khartoum. Le COR est financé par le HCR, il constitue une interface étatique dans l'application des programmes d'aide de cette instance. La relation de coopération entre le gouvernement soudanais *via* le COR et le leader sectoriel de l'aide internationale (HCR) est marquée par une rivalité structurelle et une dépendance mutuelle. Le COR subsiste grâce à la manne financière que représente l'aide internationale aux réfugiés et le HCR ne peut agir au Soudan qu'à travers les cadres du COR. En 1975, le centre de Wad el Hileau s'ouvre à la frontière éthiopienne pour accueillir les réfugiés qui fuient la révolution marxiste. La décentralisation de l'administration des affaires des réfugiés est matérialisée par la création du sous-bureau de Shuwak, dont le directeur est chargé de l'administration des réfugiés de l'est du pays, essentiellement des Érythréens et de quelques Éthiopiens.

La plupart des camps de l'est du Soudan sont créés dans les années 1970, on en compte jusqu'à vingt-six : Um Sagata, créé en 1969, est un des camps les plus anciens, Um Gargûr est ouvert en 1976, Kishm el-Girbâ et Kilo 26 sont fondés en 1979, Wad 'Awad en 1980. Les camps sont souvent reconstruits ou agrandis au début des années 1980 avec les arrivées massives dues à la sécheresse et à l'offensive éthiopienne en Érythrée. Um Rakuba, fondé en 1975, est étendu (réceptions 1 et 2) en 1979 et les trois sites de Shagarab sont fondés en 1985. La géographie de l'installation des réfugiés érythréens au Soudan est caractérisée par le réseau de camps créés et aidés par le HCR ainsi que les ONG présentes et gérés en collaboration avec le COR aux côtés des gouvernorats locaux, mais aussi par l'importance de la population « installée spontanément » en milieu rural ou urbain (Gedaref, Kas-sala, Port-Soudan).

Il existe quatre types de camps dans l'est du Soudan : les camps de réception (Wad Sharifey et Shagarab 1-2-3), les camps semi-urbains (Tiwawa, Um Gulja, Asotriba, etc.), les camps d'« activité salariée » ou *wage-earning settlements* (Kishm el-Girbâ, Wad el Hileau et Kilo 26, etc.) et les camps agricoles (Um Rakuba, Um Gargûr, Abu Rakham, Wad 'Awad, Um 'Ali, etc.)<sup>1</sup>. La stratégie de gestion des exilés de l'État soudanais est en effet marquée par un accès au travail salarié dans les grandes exploitations agricoles mécanisées, mises en place par la politique de planification agricole dans les années 1970 et par un accès à la terre (fermage ou métayage). La zone de camps constitue de fait une zone de repli pour les réfugiés du nord de l'Érythrée, qui reprend les dynamiques de migrations pendulaires du travail agricole. Elle constitue un espace de circulation transfrontalière pour l'ensemble des Érythréens.

### *Les camps de l'est du Soudan : entre mobilité et encampement*

Les camps et les centres urbains dans lesquels sont installées les communautés érythréennes dans l'est du Soudan constituent un champ social d'installation, de transit et de retour qui structure les flux, les pratiques sociales et l'identité des générations de réfugiés de la diaspora érythréenne pendant la guerre de libération. L'est du Soudan représente véritablement un *hub* de la circulation migratoire érythréenne dans le monde arabe, passage obligé de l'immense majorité des réfugiés. Les villes de la région jouent aussi le rôle traditionnel de pôle d'attraction pour une partie de la

1 MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR et COR (1995), « The general policy towards refugees in Sudan », mars, SUD 02-01, archives COR.

### *Camps, villes et territoires*

population réfugiée, avec chacune ses spécificités, et les zones rurales sont quadrillées par le réseau des camps, adossés aux grandes zones de production agricole. Les capitales régionales (Kassala, Gedaref et Port-Soudan) occupent une place importante dans la structuration de la géographie migratoire des réfugiés : elles fixent une partie des réfugiés venus de milieux urbains et servent de points de transit vers d'autres destinations. La ville de Kassala héberge environ 35 000 réfugiés depuis la fin des années 1970. Sa croissance illustre l'impact de l'afflux de réfugiés sur le dynamisme de la ville. Lors du recensement de 1993, sa population atteint 234 670 habitants, elle en compte environ 350 000 en 2010, tandis que l'État en compte 1,7 million.

Le réseau des camps est constitutif de l'identité de la région orientale et structure durablement l'espace rural ainsi que les relations villes-campagnes. Les unités administratives disparaissent au profit d'une organisation spatiale intimement liée aux circuits de la mobilité érythréenne qui « passe » par les camps. C'est aussi un espace où les réfugiés érythréens peuvent être intégrés dans la société et l'économie locales. Les camps de réception sont les espaces dont la vocation de point de contact, permettant l'étiquetage administratif et l'entrée dans l'identité « réfugiée », est la plus forte. Il s'agit d'un lieu de passage, quasi initiatique. Seule une minorité de la population du camp est sédentaire, fonctionnant comme une communauté relais, qui vit de son statut de plaque tournante. La région de l'est du Soudan en compte six en 2000, destinés à accueillir et à « trier » les réfugiés. Wad Sharifey reste le principal camp de réception pratiqué par les réfugiés érythréens en 2005, devant Um Gulja et Lafa. Ces lieux de transit peuvent devenir des espaces d'installation non désirée. Coincés dans les camps d'enregistrement (Shagarab et Wad Sharifey sont toujours opérationnels), des réfugiés peuplent ces terres d'asile non voulues, souvent impropres à l'accueil d'une population nombreuse et démunie, qui peuvent, le cas échéant, se transformer en espace de détention en fonction du contexte politique soudanais (favorable ou non aux réfugiés érythréens) et international.

Outre les flux de réfugiés en provenance d'Érythrée, la région de Kassala est aussi affectée par la sédentarisation des populations nomades ou semi-nomades de la région nord-est du Soudan. Les deux phénomènes ne sont pas sans lien. Les populations soudanaises du Gash Barka et de la province de la mer Rouge connaissent un mouvement de sédentarisation très rapide à la suite de la grande sécheresse de 1984, qui provoque la mort d'une grande partie du cheptel ovin, notamment dans les groupes *beni 'amer*. Les familles se sédentarisent et se regroupent alors dans les zones économiquement dynamiques et dans celles où l'assistance internationale assure la

survie des populations. Les camps de réfugiés et leurs environs, avec leur appareil d'aide humanitaire, attirent naturellement les anciens nomades.

De nombreux travaux soulignent l'importance de l'existence de communautés installées au sein des dynamiques migratoires, reprenant entre autres le concept d'« effet cumulatif » des migrations [Massey *et al.*, 1998]. La présence de communautés de réfugiés déjà implantées attire les nouveaux arrivants et favorise leur insertion, ou leur donne accès aux ressources nécessaires pour continuer leur itinéraire migratoire. Les réfugiés et les migrants installés, les associations et les partis politiques qui représentent les réfugiés peuvent être assimilés à des « entrepreneurs de mobilité » qui gèrent et organisent la migration et la vie des communautés exilées. Plusieurs caractéristiques des réseaux de migrations en chaîne peuvent être utilisées dans le cas de la mobilité forcée des réfugiés lors des migrations économiques [Faist, 2000]. Des obstacles majeurs rendent pourtant difficile l'installation des réfugiés au Soudan. Réfugiés et étrangers ne peuvent posséder de terre (ou de bien immobilier), ils sont en général interdits de circulation dans le pays et doivent, s'ils souhaitent se déplacer, obtenir l'accord des autorités compétentes (en général le ministère de l'Intérieur ou les services de Sécurité nationale)<sup>2</sup>. Depuis 2002 et dans le contexte de retrait de la protection internationale, les camps tendent à perdre leur statut d'« espaces d'exception », de lieux déterritorialisés. Ils continuent d'être à la fois des lieux de fixation qui « reproduisent le provisoire » [Destremau, 1994] et ceux de transit pour les réfugiés érythréens, paradoxalement intégrés aux provinces orientales et centrales du Soudan.

Les rapatriements qui marquent les années 1990, y compris les rapatriements spontanés observés entre 1991 et 1995 au moment de la fin des combats et de l'émergence de l'État érythréen, ne signalent pas forcément l'épuisement de la dynamique migratoire érythréenne. Le leurre de 1993 et les espoirs (plus tard déçus) de démocratisation ne provoquent pas de retour massif des émigrés érythréens, encore moins de réfugiés. Les causes les plus évidentes de cet échec des rapatriements sont bien sûr le conflit qui éclate avec l'Éthiopie en 1998, le durcissement du régime et l'instauration de la dictature sous la direction d'Issayas Afeworki et de l'ex-Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE), ainsi que les conditions dramatiques du service militaire imposé aux jeunes Érythréens.

---

2 Convention de 1974, citée par Peter Nobel [1982].

## *Des camps sans réfugiés ? Les camps après la clause de cessation de 2002*

Au terme de négociations ininterrompues de 1994 à 2002 entre le Soudan, l'Érythrée et Genève, la signature d'un accord tripartite, le 17 avril 2000 à Genève, entre l'Érythrée, le HCR et le Soudan, notifie la fin du statut de réfugiés internationaux des Érythréens<sup>3</sup>. Au Soudan, l'application de la clause de cessation, annoncée en février 2002, laisse trois solutions aux réfugiés érythréens : le rapatriement librement consenti, l'accès à une procédure de détermination individuelle du statut de réfugié (DSR) ou une procédure de demande d'immigration (de régularisation) auprès des autorités soudanaises. Le processus de négociation de la clause de cessation imposait un délai à son application qui devait prendre effet durant les années 1990, mais la résistance passive et active des réfugiés, avec l'aide du gouvernement soudanais, met en échec le processus de rapatriement massif et de démantèlement total des camps. Le HCR finance dès 1998 des retours qui sont en réalité des « allers-retours » et ne lancent pas de grands mouvements de retour définitif vers l'Érythrée. Ils permettent plutôt aux réfugiés du Soudan de rendre visite à leur famille, ou de renforcer des liens économiques et familiaux entre les deux côtés de la frontière, en dynamisant le commerce transnational. Par ailleurs, les demandes de reconnaissance de statut individuel de réfugiés qui affluent à partir de 2000, de la part des « anciens » réfugiés comme des nouveaux arrivants, submergent l'administration onusienne. Elles conduisent finalement le HCR à renoncer à la procédure d'enregistrement des Érythréens et à prolonger la validité de leur statut de réfugiés.

En effet, en juin 2004, le HCR se voit contraint de suspendre les activités dites de DSR, ainsi que l'assistance aux nouveaux arrivants, et de réduire dans le même temps l'assistance aux réfugiés reconnus comme tels. Le HCR ne peut mettre en œuvre dans sa totalité sa stratégie de retrait du Soudan oriental et doit reporter à plus tard la fermeture des camps, au profit de leur regroupement et d'activités de réhabilitation des zones touchées par la présence des réfugiés. Comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire (1999) et en Angola (2004), le HCR adopte une mesure de protection provisoire des demandeurs d'asiles déboutés, cette catégorie statistique et juridique particulière que sont les « *former Eritrean refugees* »<sup>4</sup>. La « UNHCR position on the return of rejected asylum-seekers to Eritrea », position annoncée par le département de la Protection internationale, garantit, pour les réfugiés qui voient

3 Voir UNHCR (2000), « Eritrea-Sudan-UNHCR tripartite agreement », 7 avril, UNHCR briefing notes.

4 Voir UNHCR (2004), « Country operation plan : Sudan », Genève.

leur demande d'asile individuelle rejetée ou pour les 18 000 anciens réfugiés qui n'ont pas fait de demande individuelle, la pérennisation de la protection du HCR<sup>5</sup>. Faite de résistance passive et d'activisme politique à l'échelle nationale et internationale, la mobilisation des réfugiés, alliés temporaires d'une administration soudanaise qui cherche à protéger une manne d'aide financière dans la région, dessine un nouveau paysage de camps (faits de lieux consolidés, abandonnés, etc.) et force le HCR à créer de nouvelles catégories de prise en charge et à maintenir des programmes d'assistance (notamment le dernier lancé par le HCR en 2012, Transitional Solutions Initiative).

Le volant infrastructurel de la politique de retrait du HCR implique la fermeture des camps de réfugiés de la région : les camps de l'État de Gedaref, gérés conjointement par le Haut Commissariat aux réfugiés et par le Commissariat aux réfugiés soudanais au cours des années 1980 et 1990, sont les premiers touchés par la politique de fermeture (*camp closure policy*) et de remembrement de la géographie de la région. Le programme de fermeture des camps (*camp closure program*) débute en 2003 et le « Country Operations Plan » du HCR reflète cette orientation. Quatre camps sont fermés dans les régions centrale et orientale : le camp d'Asotriba au sud de Port-Soudan, celui d'Abu Rakham dans l'État de Gedaref, ceux d'Um Sagata et de Karkora. La désaffectation du HCR et la cession des camps aux autorités soudanaises entraînent le départ de tous les réfugiés, leur relocalisation dans les camps consolidés, leur retour en Érythrée ou leur installation en ville.

En 2004, le HCR change de stratégie dans les camps : la voie de l'intégration locale est remise en avant et les politiques de *capacity building* (développement des capacités) et de *self reliance* (autonomie) sont relancées. Ces politiques sont dites « provisionnelles ». Le *phasing out* (la phase de sortie) est remplacé par du *scaling down* (changement d'échelle) de l'intervention de l'agence. Les nouvelles stratégies de l'agence sont élaborées sur le terrain, devant l'impossibilité d'appliquer les politiques décidées à Genève. Selon Roland Henrysson, directeur de la mission du HCR de Shuwak, rencontré en avril 2005, consolider les camps et promouvoir l'autonomie des ex-réfugiés ne résout pas le problème mais abaisse au moins les coûts de la protection et mobilise surtout à nouveau les ONG qui ne voulaient plus financer des programmes d'assistance.

Des différences se dessinent pourtant entre les trois régions de l'Est : l'État de Gedaref, celui de Kassala et celui de la mer Rouge. Les camps de l'État de Gedaref sont rapidement « remembrés » : les populations sont déplacées et rassemblées à partir de plusieurs unités géographiques dans un

5 Voir UNHCR (2007), « Annual report Sudan », Genève.

camp consolidé bouleversant ainsi la géographie des communautés érythréennes du gouvernorat. Certains réfugiés tentent de rester à Abu Rakham et dans le camp d'Um Gulja, un camp en majorité peuplé d'Éthiopiens qui perdure à proximité du site du camp de Tiwawa, fermé et transformé en terrain constructible pour une extension de l'université de Gedaref grâce à des fonds internationaux. Des familles restent sur les lieux « historiques » du camp et tentent d'organiser une économie de survie, marquée par la précarité et le harcèlement des autorités locales pour expulser les ex-réfugiés. À Um Gulja, le camp est menacé d'être rasé : les autorités craignent de voir se pérenniser l'installation des communautés éthiopiennes et érythréennes à proximité avec l'ancien camp de Tiwawa. Les camps de la région de Kassala résistent davantage aux politiques de remembrement, notamment du fait de la proximité de la frontière et des échanges entre la communauté de réfugiés de la ville de Kassala et les camps, mais aussi du fait de la dynamique d'intégration microlocale. Le camp d'Asotriba, au sud de Port-Soudan, est totalement intégré à la ville et ne subsiste que le marquage hippodamien des rues.

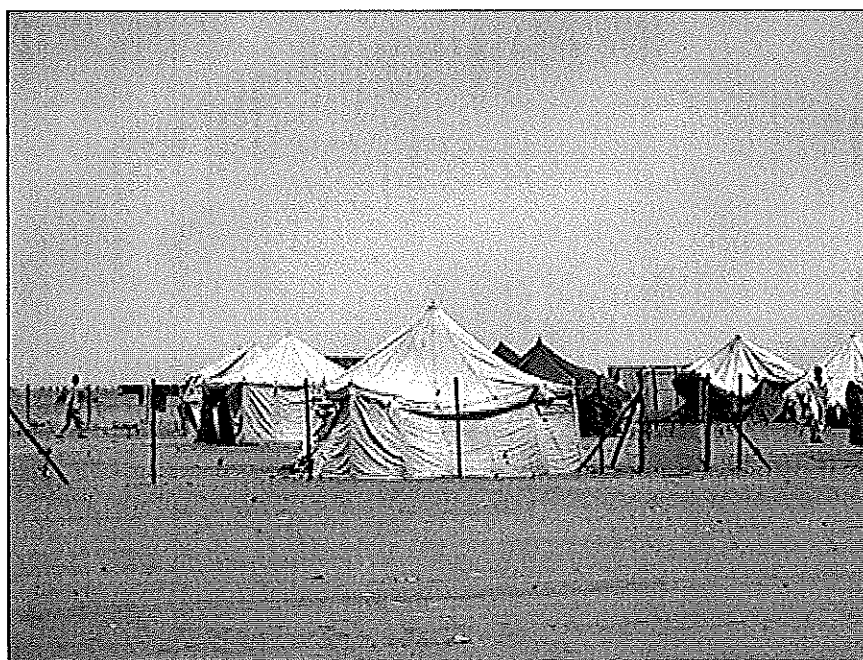
### *La transformation du paysage des camps depuis 2004*

#### *Wad Sharifey : passage et installation*

Le camp de Wad Sharifey, créé en 1982, se trouve à 16 km de Kassala. Ce camp, destiné à la réception des réfugiés, se transforme rapidement en camp d'installation. Il est divisé en trois sections en 1987. Dans la partie la plus ancienne du camp se regroupent les chrétiens de langues tigriniya et tigré (mais aussi des locuteurs blen, baria et saho). Soixante pour cent des habitants de cette section du camp viennent des Hautes Terres et, parmi eux, 52 % sont chrétiens (Hamasen, Seray et Akeleguzay) et 8 % sont musulmans (Jeberti et Saho), tandis que 40 % viennent des plaines côtières (en majorité Beni 'Amer mais aussi Blen et Baria). Dans les deux autres sections du camp, Beni 'Amer et Baria sont majoritaires, la section B représentant la population beni 'amer la plus homogène. Néanmoins, on remarque que le mélange confessionnel reste la règle : dans ces zones, il y a respectivement 33 % et 27 % de chrétiens, d'après un sondage réalisé par le COR à Wad Sharifey en juillet 1987<sup>6</sup>. Dans ce camp, le Croissant-Rouge soudanais est la seule ONG qui reste présente et qui participe à l'organisation

---

6 Archives COR.



Wad Sharifey, réception et identification des réfugiés à la frontière érythro-soudanaise  
© Hélène Thiollet, 2007.

des services de santé. À côté du HCR, le Programme alimentaire mondial (PAM) assure la distribution des rations de nourriture. Wad Sharifey, en 2007, est toujours à la fois un camp de transit et un camp d'installation. Ce camp, immédiatement à la frontière soudano-érythréenne, illustre tout particulièrement le rôle de pivot que jouent les camps dans la circulation des réfugiés.

#### *Um Gargûr : camp consolidé*

Lors de la mise en application de son programme de consolidation des camps de la région de Gedaref en 2003, le HCR présente le cas de réfugiés relogés dans le camp d'Um Gargûr en exemple. En 2007, qu'est devenu ce camp modèle, consolidé pour réfugiés de longue durée ? Les opérations de relogement se sont déroulées en plusieurs étapes, entre juin 2003 et la fin 2004, le but étant de parvenir à ne conserver que deux camps de réfugiés érythréens au Soudan. Um Gargûr se situe à 31 km du centre administratif de Shuwak. Créé en 1976, le camp accueille, en 2005, 9 000 personnes, selon son directeur. À la tête du camp depuis 1997, Abd El Muneim Mahmud Muhammad précise que tous les camps de l'État de Gedaref ont



Um Gargûr, camp consolidé dans un espace ouvert mais éloigné de toute activité économique et de réseau d'adduction d'eau © Hélène Thiollet, 2007.

été évacués, à l'exception d'Um Gargûr, où se regroupent les réfugiés érythréens qui ont obtenu un statut de réfugié à titre individuel, à la suite de l'examen de leur dossier, dans le cadre de la campagne de détermination de statut (*screening*), lancée et effectuée par le HCR à partir de 2000. Ce sont ainsi les camps d'Um Sagata (six camps), de Hawata Mofaza, d'Abu Rakham et de Wad 'Awad qui ont été fermés. Avec l'obtention du statut de réfugié à titre individuel, la population d'Um Gargûr passe de 8 000 à environ 10 000 réfugiés. En revanche, de nombreux Érythréens qui ont vu leur dossier rejeté lors du *screening* ou qui n'ont pas demandé l'examen de leur cas restent sur les sites des camps fermés par le HCR et le COR. Ces sites sont remis sous la tutelle des autorités locales, ce qui affecte la vie des villages qui se sont développés ou ont survécu dans l'immédiat voisinage, grâce à l'assistance internationale dispensée aux camps de réfugiés. Pourtant, le camp perd le soutien de toutes les ONG qui participent aux programmes d'assistance dans les années 1990. Seule l'ONG émiratie Human Appeal International reste présente et finance le dispensaire et la clinique du camp qui compte vingt lits. Le Sudanese Council of Church, ONG catholique, assure une aide à la vie du camp dans ses aspects sanitaires, entre 1966 et 1999.

*Kishm el-Girbâ : du camp au village, un exemple de symbiose*

Le camp et la ville de Kishm el-Girbâ partagent un nom, un espace, des ressources et, d'une certaine façon, une identité commune. Le camp est fondé en 1979, à proximité du village. La rivière Atbara passe à travers la communauté urbaine et un barrage assure depuis les années 1980 l'alimentation en eau du grand projet agricole de New Halfa, pensé par l'État soudanais pour réinstaller dans l'Est les populations nubiennes déplacées par la construction du grand barrage d'Assouan en Égypte, qui avait entraîné l'inondation d'une partie de la vallée du Nil. Le projet de New Halfa occupe largement la population érythréenne et éthiopienne des camps de la région, qui assurent au développement agricole un approvisionnement constant en main-d'œuvre, extrêmement bon marché et docile [Kuhlman, 1990]. On dénombre cinq camps dans le district de Kishm el-Girbâ : les trois camps de Shagarab – aujourd'hui fermés –, celui de Girbâ et celui de Kilo 26. La ville de Kishm el-Girbâ compte environ 80 000 habitants. En mai 2005, la population des cinq camps s'élève à 43 011 personnes. Ces derniers, dépendant territorialement de la ville de Kishm el-Girbâ, sont souvent présentés conjointement par les administrateurs locaux. La population des camps de la région est à 85 % musulmane, essentiellement beni 'amer mais aussi blen, baria, beluk, mansa et maria. Les camps comptent en tout huit écoles élémentaires laïques, dont trois sont gérées par le COR. Les cinq autres écoles ont été créées et sont animées par le FLE. Girbâ et Kilo 26 possèdent chacun huit écoles coraniques, Shagarab 1 douze, Shagarab 2 huit et Shagarab 3 sept. Il n'y a pas de séparation matérielle (barrière, route) ou spatiale (*no man's land*) entre la petite ville de Kishm el-Girbâ et le camp. L'urbanisation est continue, l'habitat (huttes) est homogène et, dans le village comme dans le camp, des bâtiments en parpaing émaillent les rues. Voirie ou habitat, rien ne distingue le camp de la ville. Seuls deux bâtiments marquent l'entrée dans l'espace du camp : une petite guérite et l'hôpital financé par l'ONG Human Appeal International. L'unique distinction que l'on puisse observer dans l'urbanisme du camp est la présence de hangars, dont la fonction était auparavant de conserver les produits acheminés par le PAM ou les ONG alors actives. Les hangars ne reçoivent plus les denrées de l'aide internationale, en revanche, comme le précisent les habitants de la ville et les réfugiés, ils hébergent les récoltes du village autant que celles du camp. Les entretiens menés à Kishm el-Girbâ montrent une forme d'osmose entre la ville et le camp. Le comité des anciens, qui représente le camp lors des consultations organisées par le HCR et le COR, est exclusivement composé de Beni 'Amer musulmans. Cette homogénéité culturelle et sociale favorise la coopération. Le système de distribution d'eau potable a été organisé par le HCR et des ONG au début des années 1980 pour desservir le camp et le village.

### *Camps, villes et territoires*

Avec ses partenaires, le HCR a achevé la construction d'un service de pédiatrie et d'une morgue ainsi que des travaux connexes à l'hôpital rural de Girbâ, celui-ci a ensuite été confié au ministère de la Santé de l'État de Kassala. Si les bénéficiaires de l'assistance sont partagés, le coût social et humanitaire du désengagement du HCR est aussi supporté à Kishm el-Girbâ, comme dans l'ensemble de la région. Les camps abandonnés au profit de la consolidation et de la nouvelle géographie des communautés de réfugiés ne sont pas sans conséquence pour les villages soudanais et surtout pour les capacités d'intégration des populations érythréennes.

#### *Asotriba : un camp disparu dans la ville de Port-Soudan*

Le nombre de réfugiés présents à Port-Soudan a toujours été difficile à évaluer pour les autorités soudanaises comme pour le HCR, à cause de la très forte proportion de réfugiés urbains, installés « spontanément » dans la ville et ne tenant pas à être recensés ou même aidés. En 1982, Port-Soudan est la ville la plus densément peuplée de réfugiés dans l'est du Soudan, elle représente un pôle d'attraction économique dans la région et pour les réfugiés. Les opérations de recensement menées durant l'été 1991 comptaient entre 25 000 et 40 000 réfugiés urbains à Kassala et entre 17 000 et 32 000 à Gedaref. Le camp d'Asotriba regroupe environ 3 000 personnes avant sa fermeture en 2004, une population mixte d'Érythréens et d'Éthiopiens. La même étude donnait les résultats suivants : 1 858 réfugiés enregistrés sont hébergés dans le camp et 3 757 résident à l'extérieur. Le reste des réfugiés est regroupé dans trois quartiers : Sûra (environ 9 000 personnes), Dem el-Nûr (environ 9 000 personnes) et Salalah (environ 7 000 personnes). Salalah et Sûra sont des quartiers majoritairement peuplés de chrétiens, tandis que Dem el-Nûr est surtout occupé par les Beni 'Amer et par des musulmans d'autres origines. La fermeture du camp d'Asotriba n'a pas constitué de rupture dans le mode d'installation des réfugiés à Port-Soudan, et les anciens habitants du camp sont soit venus habiter en ville, soit, plus généralement, sont restés sur le site du camp, qui a été rattrapé par l'urbanisation du quartier de l'aéroport (al-Matar).

#### *Exil prolongé, l'asile « durable »*

Au terme de différentes campagnes et de leurs échecs, l'ONU a finalement renoncé à l'idée même de rapatrier les réfugiés érythréens. Les demandeurs d'asile continuent d'arriver, dans les camps et hors des camps, les réfugiés installés sont loin d'envisager le rapatriement. Le cas des Érythréens au Soudan offre ainsi un exemple frappant des ressources qu'un

Wad Sharifey, Kishm el-Girbâ, Asotriba...

réseau de camps peut offrir dans un espace migratoire qui est aussi un espace d'installation, de mobilisation et, dans une certaine mesure, d'autonomisation. Dans cet espace se côtoient les réfugiés de longue date et les nouveaux arrivants, les opposants politiques et les réfugiés intégrés à leur région d'accueil, ce qui met en évidence l'hétérogénéité des situations individuelles actuelles autant que la permanence et le renouvellement des causes de l'exil. Cette situation d'asile prolongé caractéristique de l'exil à l'échelle globale donne lieu, au Soudan comme ailleurs (Congo, Pakistan, etc.), à des recompositions sociales et économiques au niveau local et transnational, à des phénomènes d'intégration locale formels et informels, accompagnés par les autorités soudanaises dès les années 1970 et par le HCR après 2002. Les situations d'exil prolongé (*protracted situation*) concernent en 2013 plus de 7,1 millions de déplacés dans le monde. Ce « fait social » global a forcé les observateurs comme les acteurs locaux et internationaux de la « gestion » de l'exil et des exilés à repenser les politiques de contrôle et de prise en charge de ces derniers dans la durée. Le réseau de camps étudié s'inscrit dans l'habitat et le paysage de l'est du Soudan, pour en constituer une dimension essentielle et structurante. Ce cas rompt encore un peu plus avec la vision stéréotypée du camp, synonyme d'enfermement et de relégation, pour trouver son sens et sa fonction dans un espace social transnational, construit par des luttes politiques et des pratiques sociales.